

## **Compte rendu du Conseil Municipal**

### **Lundi 11 mars 2019**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot.

Date de la convocation : 7 mars 2019

Nombre de conseillers : 15  
En exercice : 11  
Votants : 8

Présents : Mmes MP. Girod, C. Martin, C. Mathieu, S. Mazenc-Nehr  
MM. JF Ravot, P. Chiggiato, C. Saïtta, R. Letscher

Absents : MM G. Duraffourg, T. Leyvraz, P. Tissot

Secrétaire de séance : C. Mathieu

Début de la séance : 20 heures

#### **I. Approbation du compte-rendu du conseil du 4 février 2019**

**Approuvé à l'unanimité**

#### **II. Délibérations :**

##### **1- Mission Cabinet comptable forfaitaire**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les difficultés rencontrées suite au départ de l'agent comptable le 4 mars 2019.

Afin d'assurer le bon fonctionnement du service comptable dans l'attente du recrutement d'un nouvel agent, il est nécessaire pour la commune d'avoir une assistance à la cellule financière et comptable.

Les prestations d'assistance pourront se dérouler sur place à la mairie, mais également par téléphone, mail et autres, et seraient assurées par Stratégie-Gestion Publiques à Strasbourg.

L'offre financière est la suivante :

Assistance	Prix journalier HT	Prix journalier TTC
Sur place, pour une intervention inférieure à 2 jours	1 200 €	1 440 €
Sur place, pour une intervention supérieure ou égale à 2 jours	1 000 €	1 200 €
A distance ou dans le cadre de prestations réalisées au cabinet	900 €	1 080 €
Formations sur place, pour une intervention inférieure à 2 jours	1 200 €	Prestations exonérées de TVA en application de l'article 261.4.4 a du Code Général des Impôts
Formations sur place, pour une intervention supérieure ou égale à 2 jours	1 000 €	

Il est proposé au Conseil Municipal, d'approuver la mission d'assistance financière, organisationnelle et juridique pour la cellule financière de la commune, d'approuver les conditions du contrat d'assistance proposées par le cabinet Stratégie et Gestion Publiques dont le siège est domicilié 22 bd de la Marne 67000 STRASBOURG et d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat d'assistance et tout document se rapportant à ce dossier.

**Approuvé à l'unanimité**

## **2- Instauration taux taxe d'aménagement**

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment son article L. 331-15 ;

**Vu** la délibération du 21 novembre 2011 instituant la taxe d'aménagement sur le territoire communal ;

**Vu** la délibération du 3 novembre 2014 maintenant la taxe d'aménagement sur le territoire communal ;

**Considérant** que l'article précité du code de l'urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement puisse être augmenté jusqu'à 20 % dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions ;

**Considérant** que le secteur délimité par le plan joint nécessite, en raison de l'importance des constructions édifiées ou à édifier dans ce secteur, la réalisation d'équipements publics dont la liste suit :

- Réseaux eaux potables
- Réseaux eaux usées
- Réseaux d'assainissement
- Réseaux secs : électricité, gaz et fibre optique
- Ecole : extension
- Cheminements doux
- Parc arboré
- Halle couverte : marché, manifestation.

Il est proposé au Conseil Municipal d'instituer sur le secteur délimité au plan joint un taux de 20 % et d'afficher cette délibération ainsi que le plan en mairie.

La présente délibération accompagnée du plan est valable pour une durée d'un an reconductible.

Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1<sup>er</sup> jour du 2<sup>ème</sup> mois suivant son adoption.

**Approuvé à l'unanimité**

## **3- Instauration droit de préemption urbain**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-24 et L 2122-22, 15° ;

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants L 300-1, R 211-1 et suivants ;

**VU** le PLU approuvé par délibération du conseil municipal en date du 31 janvier 2011, modification n° 1 approuvée le 24 juin 2013 et révision simplifiée n° 1 approuvée le 24 juin 2013 ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 22 avril 2014 donnant délégation au maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain ;

**Considérant** l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption sur les secteurs du territoire communal constituant le centre-bourg (voir plan annexé) lui permettant de mener à bien sa politique foncière ;

**Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur ;**  
**(Catherine MATHIEU ne participe pas au vote)**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'instituer un droit de préemption urbain sur les secteurs du territoire communal constituant le centre-bourg inscrits en zone U, 1AU, 2AU dont le périmètre est précisé au plan ci-annexé.
- de dire qu'afin de permettre la réalisation d'une opération d'aménagement, l'ensemble des mutations énumérées dans l'article L 211-4 du code de l'urbanisme seront soumises au droit de préemption urbain.
- de rappeler que le maire possède délégation du conseil municipal pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain.
- de dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R 211-2 du code de l'urbanisme ; qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R 211-3 du Code de l'urbanisme.

**Approuvé à l'unanimité**  
**(7 voix pour) une personne**  
**ne participant pas au vote**

#### **4- Don de l'ancien camion de pompier au musée départemental**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'acquisition en décembre 2018 d'un nouveau véhicule VTU pour le CPI de Chevry en remplacement de l'ancien véhicule hors d'usage.

Par courrier en date du 08/02/2019, l'association « Remise 01 » informe la commune qu'elle serait intéressée de récupérer ce véhicule pour son musée situé à Gex.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à faire don de ce véhicule de secours de marque Renault immatriculé 6580 XS 01 à l'association « Remise 01 » située à Gex 01170.

**Approuvé à l'unanimité**

#### **5- Convention de mise à disposition locaux au SDIS de l'Ain**

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que, dans le cadre d'un projet de déploiement du Réseau Départemental d'Alarme (RDA) avec objectif d'assurer un déclenchement optimal des sapeurs-pompiers sur l'ensemble du territoire du département de l'Ain, le SDIS de l'Ain souhaite implanter un émetteur radio sur le site de CHEVRY.

A cet effet, la commune met à disposition du SDIS un emplacement dans ses locaux 8 route de Flies à Chevry afin de permettre l'installation des équipements nécessaires au déploiement du RDA.

Cette mise à disposition est formalisée par une convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux, convention signée par la commune et le SDIS de l'Ain et jointe en annexe. Cette convention est signée pour une durée de quatre ans.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la présente convention de mise à disposition de locaux à titre gratuit à passer avec le SDIS de l'Ain et relative à l'installation des équipements nécessaires au déploiement du Réseau Départemental d'Alarme (RDA) avec effet à compter de ce jour et pour une durée de quatre ans ; d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

**Approuvé à l'unanimité**

#### **6- Compteurs Linky**

**Vu** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'article L. 1321-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** que les compteurs d'électricité sont des ouvrages basse tension du réseau public de distribution ;

**Considérant** que les compteurs sont affectés au service public de distribution de l'électricité et font l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L. 322-4 du code de l'énergie, les ouvrages des réseaux publics de distribution sont la propriété des collectivités publiques et de leurs groupements désignés au IV de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** que les compteurs relèvent du domaine public de la commune ;

**Considérant** que la compétence d'autorité organisatrice d'un réseau public de distribution a été transférée par la commune à un établissement public ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L. 1321-1 du code général des collectivités territoriales, le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de l'établissement public des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence ;

**Considérant** que la mise à disposition des biens, et notamment des compteurs électriques, n'emporte pas un transfert de propriété de ces biens qui demeurent la propriété de la commune ;

**Considérant** que la décision de remplacer les compteurs existants par un compteur communicant n'a pas, par sa nature et sa portée, le caractère d'une décision de gestion qui relèverait de la compétence de l'établissement public

**Considérant** qu'en cas de désaffectation d'un bien du domaine public d'une commune mis à la disposition d'un établissement public, la commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur ce bien ;

**Considérant** que la destruction, l'élimination ou le recyclage des compteurs électriques existants implique leur aliénation, ce qui suppose une décision préalable de déclassement ;

**Considérant** que la décision de déclassement d'un bien va au-delà d'un simple acte de gestion relevant de la compétence de l'établissement public ;

**Considérant** que la commune, en tant que propriétaire des compteurs, est seule compétente pour prononcer le déclassement d'un bien de son domaine public et son élimination ;

**Considérant** que l'établissement public ne peut pas aliéner les compteurs existants sans le consentement préalable de la commune et le déclassement préalable des compteurs ;

Il est proposé au Conseil Municipal de refuser le déclassement des compteurs d'électricité existants et d'interdire l'élimination des compteurs existants et leur remplacement par des compteurs communicants Linky sans le consentement préalable de la commune et une décision de désaffectation de la part de son Conseil.

**Approuvé à l'unanimité**

## **7- Attribution MO concernant la traversée de Chevry**

Madame l'adjointe au Maire rappelle au conseil municipal sa décision de procéder à des travaux d'aménagement de la traversée de Chevry, route de Prost, route de Flies et rue St Maurice.

Les travaux d'aménagement comprennent la création d'un trottoir route de Flies, l'élargissement des trottoirs existants, la création d'un plateau surélevé devant la mairie, la modification du carrefour route de Flies et route de Prost, la pose de bordures, des enrobés, la création d'espaces verts et la mise en place de la signalisation horizontale et verticale.

Un marché a été passé selon la procédure adaptée en application du Décret du 25 mars 2016.

La date limite des offres était fixée au 1<sup>er</sup> février 2019.

L'ouverture des plis remis par les candidats a eu lieu le 04 février 2019.

La durée maximum d'exécution du marché est fixée à 24 semaines.

Ce marché était composé d'un seul lot. Les critères de jugement portaient sur le prix des prestations (40%) la valeur technique (40 %) et les délais (20 %).

Quatre entreprises ont envoyé leur proposition conformément aux délais :

- N°1 : COLAS 2 avenue Tony Garnier 69002 LYON
- N°2 : EIFFAGE 1 avenue Langevin 01200 BELLEGARDE s/ VALSERINE
- N°3 : EUROVIA 26 avenue Maréchal Leclerc 01200 CHATILLON EN MICHAILLE
- N°4 : SER SEMINE 174 rue du Sorgia 74270 CHENE EN SEMINE

La commission d'Appel d'Offres réunie le 28 février 2019 propose au Conseil municipal de retenir :

- Entreprise SER SEMINE 74270 Chêne en Semine pour un montant de 553'842,35 € HT

Il est proposé au Conseil Municipal de suivre l'avis de la CAO, d'attribuer le marché à l'entreprise SER SEMINE située à CHENE-EN-SEMINES (74) pour un montant de 553'842,35€ H.T. et d'autoriser Monsieur le Maire à motifier les marchés aux entreprises, à procéder aux ordres de service et à signer tout document se rapportant

**Approuvé à la majorité (7 voix pour, 1 abstention)**

## **8- Lancement consultation MO concernant l'Ecole Dolto**

Madame l'adjointe au Maire en charge des travaux rappelle au Conseil municipal le projet de rénovation du groupe scolaire Françoise Dolto.

Les travaux de rénovation concernent la toiture, la VMC, le chauffage, les menuiseries extérieures (portes et fenêtres).

Ces travaux ont été estimés à 404'500 € HT.

Pour ce faire, il convient de lancer un marché de maîtrise d'œuvre afin de nommer l'architecte qui sera en charge de ce projet.

Il est proposé au Conseil Municipal, d'autoriser Monsieur le Maire ou un de ses adjoints à lancer la consultation sous forme de marché public à procédure adaptée conformément à l'article 30 du Code des marchés publics ; d'autoriser Monsieur le Maire ou un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à ce dossier.

**Approuvé à l'unanimité**

### **III. Divers**

#### **C. Martin :**

- Le recensement est terminé.
- Carnaval le 12 mars 2019 avec les 2 écoles.
- Nettoyage de printemps le 30 mars 2019 organisé par M-P. Girod.
- Des devis sont en cours concernant le nouveau colombarium au cimetière.

#### **M-P Girod :**

- Travaux agence postale : l'enrobé est à refaire.
- Voiture Nemo de la commune : la vendre à la casse Monnier.

#### **S. Mazenc-Nehr :**

- Vérifier l'état des arbres sur la commune (chemin des Golettes, City Stade, etc.).

#### **R. Letscher :**

- Mare de l'école à voir si on la garde ou si on la labellise avec le Refuge LPO (ligue de protection des oiseaux).

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21h30.